

Question écrite n°513 - Sujet : Lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance

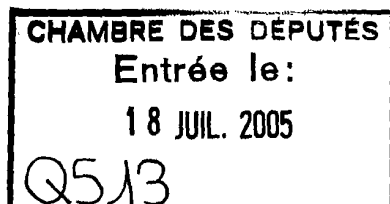
Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

Date limite de réponse à la question : 16-09-2005

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
18-07-2005	Dépôt de la question	Document écrit de la question
13-09-2005	Réponse écrite de Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice; Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration	Document écrit de la réponse



Monsieur Lucien Weiler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 18 juillet 2005

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 75 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Au cours des dernières années, l'Union européenne s'est activement engagée dans l'élaboration de mesures concrètes visant à lutter contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance. Malgré les efforts déployés, le dernier rapport annuel de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) confirme une augmentation des tendances racistes dans plusieurs États membres de l'Union Européenne. A titre d'exemple, il résulte d'une étude réalisée par l'Université de Leipzig que le phénomène du racisme deviendrait à nouveau de plus en plus menaçant en Allemagne du fait qu'un quart de la population aurait une tendance xénophobe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration :

- Existe-t-il au Luxembourg des données statistiques fiables qui ont trait au phénomène du racisme ou de la xénophobie?
- Dans l'affirmative quels sont les organismes chargés de la collecte des données?
- En cas de réponse négative, quels sont les acteurs luxembourgeois qui peuvent être chargés de faire une étude à ce sujet ?
- Par quels moyens le gouvernement luxembourgeois peut-il lutter contre ce phénomène? Peut-on envisager de mettre sur pied une campagne de sensibilisation en la matière qui sera initiée par le gouvernement?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Nancy Arendt
Députée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État
La Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 15 septembre 2005

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 478 - 2952

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:
19 SEP. 2005

Réf.: 2004 - 2005 / 513 - 04

Objet: Réponse commune à la question parlementaire n° 513 du 18 juillet 2005
de Madame la Députée Nancy Kemp-Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Justice et de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire sous objet, concernant la recrudescence des tendances racistes et xénophobes en Europe.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement

Octavie Modert



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

Luxembourg, le 13 septembre 2005

Le Ministre aux Relations avec le Parlement	
SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le:	15 SEP. 2005
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Réf. : 4038/PJ/ns

Madame Octavie MODERT
Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation
43, boulevard F.-D. Roosevelt

L-2450 Luxembourg

Madame la Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse conjointe du Ministère de la Famille et de l'Intégration et du Ministère de la Justice à la question parlementaire N° 513 du 18 juillet 2005 de Madame la Députée Nancy Kemp-Arendt en vous priant de bien vouloir assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de la Famille et de l'Intégration,

Marie-Josée JACOBS

Réponse conjointe du Ministère de la Justice et du Ministère de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire n° 513 du 18 juillet 2005 de l'honorable Députée Nancy Kemp-Arendt.

L'honorable Madame Arendt est préoccupée par la recrudescence des tendances racistes et xénophobes en Europe et aimerait recevoir des précisions sur la situation dans notre pays.

Dans leur réponse commune à la question parlementaire n° 408 de l'honorable Monsieur Félix Braz qui s'était intéressé aux mêmes problèmes le Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration et le Ministre de la Justice ont fourni les précisions qui font l'objet des trois premiers volets de la question de l'honorable Madame Arendt, réponse à laquelle il est renvoyé pour autant que de besoin.

Pour le dernier point de la question relative aux campagnes de sensibilisation le Ministère de la Famille et de l'Intégration peut fournir les informations suivantes :

Le Luxembourg par l'intermédiaire du Commissariat du Gouvernement aux Etrangers – Ministère de la Famille et de l'Intégration, est engagé dans la lutte contre les discriminations raciales et religieuses de par ses compétences qui lui ont été attribués par la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, dès le début du programme d'action communautaire de lutte contre les discriminations – programme communautaire (2000- 2006) visant à renforcer les directives 2000/78/CE et 2000/43/CE le Luxembourg s'est investi dans des projets concrets de sensibilisation et d'information du grand public, dans une première étape, par la publication d'affiches et de dépliants explicitant les implications de ces nouvelles directives. Ces projets sont cofinancés par la Commission européenne. Un deuxième projet élaboré par le Ministère de la Famille et de l'Intégration / Commissariat du Gouvernement aux étrangers a visé un renforcement de cette campagne et s'articule autour de 3 axes majeurs : formations, campagne médiatique auprès du grand public et soutien des activités/campagnes des organisations non gouvernementales nationales. Un troisième projet est actuellement en cours. Il vise à sensibiliser notamment les directeurs des ressources humaines, les délégué-e-s du personnel, les responsables communaux, les praticiens du droit. Il cible aussi le grand public grâce à des activités diverses et la diffusion d'un spot publicitaire au cinéma et à la télévision.